

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE L'YONNE
**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORêt**

3, rue Jehan Pinard - B.P. 139 - 89011 AUXERRE Cedex
Téléphone: (86) 51 61 33 Télex MINAGRI 800974

PREFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE

DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

N° 86-126

JS/MP

Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau Potable
de la Région de TOUCY

ARRETE

déclarant d'utilité publique l'établissement
de périmètres de protection autour du captage
de la Source des Gondards, sur le territoire
de la Commune de SAINTS-EN-PUISAYE, et autorisant
la dérivation des eaux souterraines.

LE PREFET,

Commissaire de la République,
du Département de l'YONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Expropriation,

VU le Code Rural, et notamment l'article 113 sur la dérivation
des eaux d'un cours d'eau non domania, d'une source ou d'eaux
souterraines.

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.20
et L.20-1,

VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à
la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1967 portant règlement
d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20
du Code de la Santé Publique,

VU la circulaire du 10 Décembre 1968 relative aux périmètres de
protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation
des collectivités humaines.

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 Novembre 1985 portant ouverture d'enquêtes conjointes :

préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du captage de la Source des Gondards, sur la Commune de SAINTS-EN-PUISAYE;

Hydraulique, en vue d'autoriser la dérivation des eaux souterraines;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et hydraulique et les registres y afférents;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "L'YONNE AGRICOLE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les Communes de TOUCY et SAINTS-EN-PUISAYE et que les dossiers d'enquêtes ont été déposés dans les mairies de ces deux Communes du 3 au 18 Décembre 1985 inclus;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 16 Mars 1983;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 18 Décembre 1985;

VU le rapport du Service Hydraulique chargé de la Police des Eaux en date du 10 Janvier 1986;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes en date du 15 Janvier 1986;

VU le plan de situation, le plan parcellaire et l'état parcellaire ci-annexés;

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage de la Source des Gondards, sur le territoire de la Commune de SAINTS-EN-PUISAYE.

ARTICLE 2

Le périmètre de protection immédiate délimitera la parcelle d'implantation du captage, actuellement cadastrée en section B sous le numéro 426; Cette parcelle sera clôturée et interdite de toute activité qui n'est pas nécessaire à l'exploitation du captage.

Le périmètre de protection rapprochée sera défini par le tracé figurant sur le plan parcellaire ci-annexé.

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdites les activités suivantes :

- le forage de puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées ou pluviales;
- l'ouverture et l'exploitation de toute excavation;
- l'installation de dépôts d'ordures, de produits radioactifs, et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux;
- le stockage et l'implantation de canalisations d'eaux usées, d'hydrocarbures et de tout produit liquide ou gazeux susceptible d'altérer la qualité des eaux;
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine,
- l'épandage et l'infiltration de lisiers, d'eaux usées et de matières de vidange;
- le stockage de fumier, d'engrais, de tout produit destiné à la lutte contre les ennemis des cultures, et de toute matière fermentable destinée à l'alimentation du bétail;
- l'établissement d'étables ou de stabulations libres, et l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail;
- la création d'étangs;
- le camping et le stationnement de caravanes.

Par ailleurs, l'épandage d'engrais et de produits de traitement des cultures sera limité aux stricts besoins de celles-ci, et les fossés des chemins et routes seront maintenus en bon état d'écoulement sur toute la travarsée du périmètre.

Le périmètre de protection éloignée sera défini par le tracé figurant sur le plan de situation ci-annexé. A l'intérieur de ce périmètre, toute activité susceptible d'altérer le débit ou la qualité de l'eau sera soumise à autorisation préfectorale; le dépôt d'ordures situé à 500 m. au Sud-Est du captage sera supprimé, et les habitations situées jusqu'à 400 m. du captage devront posséder un équipement strictement conforme au Règlement Sanitaire Départemental.

ARTICLE 3

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY est autorisé à dériver par pompage une partie des eaux souterraines recueillies dans le captage de la Source des Gondards, sur le territoire de la Commune de SAINTS-EN-PUISAYE.

ARTICLE 4

Le prélèvement d'eau par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY ne pourra excéder 100 m³/h. ni 2.000 m³/jour.

Le Syndicat devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge les frais d'installations de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation, l'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, les collectivités pourront être mises en demeure de restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils nécessaires devront être soumis par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'engagement pris par le Comité Syndical dans sa séance du 3 Octobre 1984, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à la diligence et aux frais du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY sous le contrôle du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, qui dressera procès-verbal de l'opération.

ARTICLE 8

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des-dits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

ARTICLE 9

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de TOUCY, Mrs. les Maires de TOUCY et SAINTS-EN-PUISAYE, Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

AUXERRE, le 14 AVR. 1986

LE PREFET,
Commissaire de la République,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

JEAN-CL^A

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau Délégué

Jacques BURG
